100 jours de détention pour les quatre journalistes d'Iwacu

Deutsche Welle, 29.01.2020 Cela fait 100 jours que Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Térance Mpozenzi et Egide Harerimana sont en prison. Ils sont accusés de "complicité d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat." Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Térance Mpozenzi et Egide Harerimana. Ces quatre journalistes qui travaillent pour le journal indépendant burundais Iwacu sont en prison depuis 100 jours.

Arrêtés le 22 octobre dernier alors qu'ils étaient partis avec leur chauffeur pour couvrir une incursion de rebelles burundais venus de la République démocratique du Congo, ils sont accusés de "complicité d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat". Le 30 décembre, le parquet burundais a requis 15 ans de prison à leur encontre. Le jugement devra être rendu à la fin du mois. Le chef du bureau Afrique de Reporter sans frontières, Arnaud Froger revient sur le cas des quatre journalistes et sur la situation de la liberté de la presse au Burundi. Elle se dégrade, selon lui, à moins de quatre mois de l'élection présidentielle. L'interview d'Arnaud Froger en toutes lettres

Arnaud Froger : "Il y a effectivement un verrouillage du paysage médiatique auquel on assiste au Burundi en amont de ce scrutin très important qui attend les Burundais dans quelques mois. Des journalistes d'un média indépendant Iwacu, 4, sont actuellement arrêtés et tout cela évidemment ça envoie un message très dangereux à l'endroit de la liberté d'information à l'égard des journalistes qui tentent encore de faire survivre l'information au Burundi parce que c'est extrêmement difficile. Finalement le message c'est de leur dire : "si vous n'allez pas dans le sens du narratif voulu par le régime de M. Nkurunziza, si vous vous mettez à traiter des sujets qui sont sensibles, vous risquez de vous exposer aux pires sévices. Il y a des agressions de journalistes par des milices de jeunes au Burundi, ça arrive encore et là ce sont des journalistes qui pour le simple fait d'avoir voulu couvrir un sujet d'intérêt public, un affrontement armé, risquent plusieurs années de prison. Donc on est sur des peines qui sont extrêmement lourdes et qui donnent un état de la situation de la liberté de presse au Burundi. Le pays est classé 159ème sur 180 par Reporters sans frontières." DW : "Quels sont les moyens de pression dont dispose RSF sur un régime comme le Burundi ou le Bénin par exemple ?" Arnaud Froger : "La stratégie s'adapte je dirais au millimètre selon les pays avec lesquels on peut traiter. Le premier moyen d'action c'est évidemment l'information et la communication. C'est de faire savoir qu'effectivement depuis plusieurs mois, il y a quatre journalistes burundais qui sont en prison, qui risquent une peine extrêmement lourde puisque les acquisitions ont été portées à 15 ans de prison et que la peine maximale c'est la peine de prison perpétuelle. RSF a lancé une campagne avec une vidéo et une pétition que nous invitons les gens à signer. C'est faire pression sur les autorités à travers la communication. C'est engager tous les acteurs qui peuvent avoir une influence sur ce qui se passe au Burundi en matière de liberté de la presse à intervenir pour défendre la situation de ces journalistes et plus généralement la situation de la liberté de la presse. Donc il y a aussi tout un travail de plaidoyer politique, je dirais, qui ne fait pas forcément l'objet d'une communication publique mais qui est mené par Reporters sans frontières."